

Le 20 novembre 2023, à Bruxelles
Pour diffusion immédiate

COMPTE RENDU DE RÉUNION

RENCONTRE DU 20 NOVEMBRE 2023 ENTRE L'OPEN SOCIETY INITIATIVES FOR EUROPE ET LE CENTRE FOR EUROPEAN POLICY STUDIES

Aujourd'hui, l'Open Society Initiatives for Europe et le Centre Européen des Études Politiques ont tenu une réunion très instructive visant à discuter des études et des défis liés à l'intégration des migrants en Europe, aussi bien que les problématiques liées au retour des migrants. La rencontre a été marquée par un esprit collaboratif et un engagement mutuel envers la recherche de solutions durables.

Les principaux points généraux de la politique migratoire européenne qui ont été abordés :

- **Différentes études sur l'intégration des migrants** : Les deux parties ont partagé leurs recherches respectives sur les expériences d'intégration des migrants en Europe, soulignant l'importance d'études approfondies pour comprendre les besoins spécifiques des migrants et élaborer des politiques appropriées. Nous estimons que les ONG doivent se rendre sur le terrain pour en tirer les meilleures conclusions, et ainsi orienter d'une meilleure manière les politiques européennes.
- **Les défis actuels auxquels nous devons nous atteler** : Nos entretiens ont mis en lumière les défis auxquels sont confrontés les migrants lors de leur intégration, tels que les barrières linguistiques, l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Les participants ont convenu de l'importance d'identifier ces obstacles pour mieux les surmonter, notamment sur la volonté des dirigeants de mettre en place une politique de retour.
- **Rechercher des solutions durables** : L'objectif de notre entrevue a été mis sur la recherche de solutions durables pour favoriser une intégration réussie des migrants. Cela inclut le développement de programmes éducatifs, l'amélioration de l'accès aux services sociaux, et la promotion de la diversité culturelle.
- **Développer des futures collaborations** : Les deux organisations ont exprimé leur volonté de renforcer leur collaboration dans le futur, en travaillant sur des projets de recherche, des initiatives de sensibilisation, et des actions concrètes pour améliorer l'intégration des migrants.

Nous avons aussi abordé plus précisément la « directive Retour » qui a été proposée la semaine dernière. Au cours de la réunion, une part significative de la discussion a été consacrée à la récente proposition de la Commission Européenne concernant une « directive Retour » pour des migrants en situation irrégulière. Ainsi, nous avons évoqués les sujets suivants :

- **Une protection renforcée des droits fondamentaux** : Les participants à la réunion ont souligné l'importance de garantir que la directive retour respecte pleinement les droits fondamentaux des migrants, incluant le droit à la vie privée, à la sécurité, et à une procédure équitable. Cependant, nous soulignons que les autorités doivent toujours concertés cette décision avec les migrants, afin de respecter les volontés de chacun.

- **Une possible intégration après le retour** : L'idée a été avancée que les politiques de retour devraient être accompagnées de mesures facilitant l'intégration des migrants dans leur pays d'origine, avec des programmes de réintégration, un soutien à la formation professionnelle, et des initiatives pour favoriser le développement économique. Nous sommes cependant très pessimistes sur l'acceptation des migrants dans leur pays d'origine, et les violences physiques et morales qui peuvent subir à leur retour. Les autorités d'accueil ne doivent en aucun cas obliger le retour d'un migrant si les conditions de respect des droits de l'homme ne sont pas respectées.
- **Continuer à dialoguer avec les parties prenantes** : Les participants ont souligné l'importance d'un dialogue continu avec les parties prenantes, y compris les organisations de la société civile et les associations, les autorités locales, et les migrants eux-mêmes, dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la directive retour.
- **Renforcer la coordination européenne** : Le Centre européen des études politiques a souligné la nécessité de mettre en place une coordination efficace entre les États membres de l'Union européenne pour garantir une mise en œuvre uniforme d'une directive retour, tout en évitant la mise en place de certaines spécificités nationales de pays souverainistes qui pourraient être sévères.

Le compte rendu reflète l'engagement des participants à contribuer de manière constructive au dialogue sur la directive retour, visant des solutions équilibrées et respectueuses des droits pour faire face aux défis de la migration en Europe.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Open Society Initiative for Europe

Contact :

bentebib.riane@hotmail.fr



**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**

Centre for European Policy Studies

Contact :

zinedinedjoudi@outlook.fr



**CENTRE FOR
EUROPEAN
POLICY
STUDIES**

GAME